

ACTE D'ENGAGEMENT

CONSTRUCTION D'UN POINT DE VENTE DE PRODUITS REGIONAUX LOT 10 : CHAUFFAGE – VENTILATION - CLIMATISATION

**Marché public de travaux
Procédure adaptée
En application des articles 26.II.5 et 28 du Code des marchés publics**

DATE et HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :
Le 21 OCTOBRE 2013 à 16 heures

Imputation budgétaire: M 14

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des marchés publics (Décret N° 2006-975 du 1^{er} août 2006) :

Monsieur le Président du Syndicat Mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue

Ordonnateur :

Monsieur le Président du Syndicat Mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue

Comptable public assignataire des paiements :
Madame la Trésorière de Saint-Rémy-de-Provence

Personne publique :
Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue
Mas du Pont de Rousty
13200 Arles

L'intitulé du marché est :

Construction d'un point de vente de produits régionaux – LOT 10
Date du marché :
Montant T.T.C. :
Numéro du marché :
Imputation budgétaire : M14

En cas de candidature groupée, remplir un seul acte d'engagement pour le groupement.

L'offre doit être rédigée en français conformément aux dispositions de la loi n° 94-655 du 04 août 1994.

Le candidat remplit un imprimé pour chaque variante ou option.

Cet acte d'engagement correspond:

- à l'offre de base ;
- à l'option suivante :
- à la variante suivante :

Pouvoir adjudicateur : (le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue peut être désigné par les dénominations suivantes : Personne Publique et Pouvoir adjudicateur)

Désignation : **Parc naturel régional de Camargue**

Signataire du marché : Monsieur le **Président** du Syndicat Mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue

Adresse : **Mas du Pont de Rousty - 13200 ARLES**

Téléphone : **04 90 97 10 40** – Télécopieur : **04 90 97 12 07**

Le contractant :

Nom :

Prénom :

Qualité du signataire :

Société :

Adresse :

Référence de la délégation du signataire :

Nom et prénom du Directeur :

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics :
Monsieur le **Président** du Syndicat Mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue

Comptable public assignataire des paiements : Madame la **Trésorière** de Saint-Rémy-de-Provence

OBJET DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée qui a pour objet la réalisation des travaux de construction d'un point de vente des produits régionaux – LOT 10 CHAUFFAGE – VENTILATION - CLIMATISATION

Les besoins de la personne publique sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 1 - Contractant – Pour les entreprises individuelles et les sociétés

Je soussigné,

Nom et prénom :	
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
.....	
.....	
<input type="checkbox"/> Agissant pour le compte de la personne publique candidate	
.....	
.....	
Adresse :	
CP / Ville :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Adresse électronique :	
Société au capital de :	
N° d'identité d'établissement	

N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	
N° SIRET et CODE APE	

Code d'activité économique principale NAF :

- ◆ Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés;
- ◆ Après avoir établi les documents, certificats, attestations et/ou déclarations visés aux articles 43 à 45 du Code des marchés publics;
- ◆ Après avoir remis une attestation sur l'honneur indiquant mon (notre) intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,

M'ENGAGE :

⇒ à produire, si notre offre est retenue et si nous ne les avons pas déjà fournis à l'appui de notre offre, les pièces prévues aux articles L.8222-1 et D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, les certificats fiscaux et sociaux mentionnés à l'article 46 du Code des Marchés Publics et les attestations d'assurance visées au CCAP. dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui nous en sera faite par la personne signataire du marché,

⇒ sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **CENT VINGT (120) JOURS** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation (RC) joint au présent marché.

2^{ème} cotraitant

Nom et prénom :

Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Agissant pour le compte de la personne publique candidate

Adresse :

CP / Ville :

Téléphone :

Télécopie :

Adresse
électronique :

Société au
capital de :

N° d'identité d'établissement

N° d'inscription

au répertoire des métiers **ou**

au registre du commerce et des sociétés :

N° SIRET et CODE APE

Code d'activité économique principale NAF :

3^{ème} cotraitant

Nom et prénom :

Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Agissant pour le compte de la personne publique candidate

Adresse :

CP / Ville :

Téléphone :

Télécopie :

Adresse
électronique :

Société au
capital de :

N° d'identité d'établissement

N° d'inscription

au répertoire des métiers **ou**

au registre du commerce et des sociétés :

N° SIRET et CODE APE

Code d'activité économique principale NAF :

4^{ème} cotraitant

Nom et prénom :

Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Agissant pour le compte de la personne publique candidate

Adresse :

CP / Ville :

Téléphone :

Télécopie :

Adresse
électronique :

Société au
capital de :

N° d'identité d'établissement

N° d'inscription

au répertoire des métiers **ou**

au registre du commerce et des sociétés :

N° SIRET et CODE APE

Code d'activité économique principale NAF :

5^{ème} Cotraitant

Nom et prénom :

Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Agissant pour le compte de la personne publique candidate

Adresse :

CP / Ville :

Téléphone :

Télécopie :

Adresse
électronique :

Société au
capital de :

N° d'identité d'établissement

N° d'inscription

au répertoire des métiers **ou**

au registre du commerce et des sociétés :

N° SIRET et CODE APE

Code d'activité économique principale NAF :

- ◆ Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés;
- ◆ Après avoir établi les documents, certificats, attestations et/ou déclarations visés aux articles 43 à 45 du Code des marchés publics;
- ◆ Après avoir remis une attestation sur l'honneur indiquant mon (notre) intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,

NOUS ENGAGEONS :

⇒ à produire, si notre offre est retenue et si nous ne les avons pas déjà fournis à l'appui de notre offre, les pièces prévues aux articles L.8222-1 et D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, les certificats fiscaux et sociaux mentionnés à l'article 46 du Code des Marchés Publics et les attestations d'assurance visées au CCAP. dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui nous en sera faite par la personne signataire du marché,

⇒ sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées dans les conditions ci-après définies.

⇒ le groupement dont je suis mandataire, sur la base de mon offre ou de l'offre du groupement (rayer les mentions inutiles), exprimée en euros.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de **CENT VINGT (120) JOURS** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation (RC) joint au présent marché.

....., est le mandataire des prestations groupées solidaires.

....., est le mandataire des prestations groupées conjoint et est solidaire de chacun des membres du groupement.

(rayer les mentions inutiles)

Article 3 - Prix

3.1 Montant du marché

Les travaux du lot n° 10 seront rémunérés par l'application d'un prix global forfaitaire décomposé par lot comme suit :

Montant H.T. : Euros

TVA 19.6 % : Euros

Montant T.TC : Euros

Arrêté en toutes lettres à la somme de
..... Euros toutes taxes comprises.

3.2 Variation du prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

Article 4 - Sous-traitance

4.1 Montant sous-traité désigné au marché

Directive pour la rédaction de cette clause

- Cette clause est obligatoire (prendre a ou b, EN RAYANT LA MENTION INUTILE)

- le montant correspondant à la différence entre le montant du marché et le montant de l'ensemble des prestations sous-traitées, doit toujours être indiqué.

a) - Je n'envisage pas de sous-traiter.

b) - Cas d'une entreprise unique : l'annexe au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le(s) soustraitant(s) concerné(s) pourra(ont) céder ou présenter en nantissement.

- Cas d'un groupement d'entreprises : l'annexe au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

L'annexe au présent acte d'engagement indique :

⇒ la nature et le montant des prestations qu'il est envisagé de faire exécuter par des sous-traitants payés directement ;

⇒ le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation de sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché; cette notification est réputée remporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations qu'il est envisagé de sous-traiter conformément à ces annexes est de :
Montant (TTC) arrêté en lettres à euros TTC.

• Montant hors TVA	
• TVA au taux de 19,60 %	
• Montant TTC	

4.2 Montant sous-traité envisagé

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations qu'il est envisagé de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de marché leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant à la personne responsable du marché.

Les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal, de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Nature de la prestation	Montant HT	TVA	Montant TTC
TOTAL			

3.1 Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance qui pourra être présenté en nantissement ou céder est ainsi de :

--

Article 5 - Délais d'exécution - Durée du marché

5.1 Le délai d'exécution du marché

compte ouvert à l'organisme bancaire :															
à :															
au nom de :															
sous le numéro :													clé RIB :		
code banque :						code guichet :									

compte ouvert à l'organisme bancaire :															
à :															
au nom de :															
sous le numéro :													clé RIB :		
code banque :						code guichet :									

compte ouvert à l'organisme bancaire :															
à :															
au nom de :															
sous le numéro :													clé RIB :		
code banque :						code guichet :									

Toutefois, la Personne Publique se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

6.3 Avances

Je renonce au bénéfice de l'avance prévue à l'article 87 du Code des Marchés Publics

OUI

NON

Le paiement et le remboursement de l'avance sont effectués sur le seul compte du mandataire qui s'engage à les répartir entre les membres du groupement. Le paiement aura un caractère libératoire pour le pouvoir adjudicateur.

Les soussignés prestataires groupés donnent par les présentes, au mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir, répartir et rembourser pour leur compte les sommes qui leurs sont dues au titre de l'avance.

Le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour tout ou partie du remboursement de l'avance.

Article 7 - Clauses diverses

7.1 Assurance professionnelle

Si le titulaire unique :

Le maître d'œuvre, personne physique ou morale est titulaire du contrat d'assurance suivant :

- N° de la police d'assurance :
- Compagnie d'Assurance :
- Adresse :
- Date de souscription du contrat :
- Durée de validité du contrat :

Si groupement :

Le premier contractant et mandataire du groupement est titulaire du contrat d'assurance suivant :

- N° de la police d'assurance :
- Compagnie d'Assurance :
- Adresse :
- Date de souscription du contrat :
- Durée de validité du contrat :

Le deuxième contractant et mandataire du groupement est titulaire du contrat d'assurance suivant :

- N° de la police d'assurance :
- Compagnie d'Assurance :
- Adresse :
- Date de souscription du contrat :
- Durée de validité du contrat :

Le troisième contractant et mandataire du groupement est titulaire du contrat d'assurance suivant :

- N° de la police d'assurance :
- Compagnie d'Assurance :
- Adresse :
- Date de souscription du contrat :
- Durée de validité du contrat :

Le quatrième contractant et mandataire du groupement est titulaire du contrat d'assurance suivant :

- N° de la police d'assurance :
- Compagnie d'Assurance :
- Adresse :
- Date de souscription du contrat :
- Durée de validité du contrat :

Le cinquième contractant et mandataire du groupement est titulaire du contrat d'assurance suivant :

- N° de la police d'assurance :
- Compagnie d'Assurance :
- Adresse :
- Date de souscription du contrat :
- Durée de validité du contrat :

Fait en un seul original à le/...../.....

Le candidat
 Mention manuscrite « Lu et approuvé »
 Signature :

Article 8 - Décision du pouvoir adjudicateur

Est acceptée la présente proposition pour valoir acte d'engagement.

La présente offre est acceptée en euros, unité monétaire d'exécution du marché et de tous les actes qui en découlent.

Le présent acte d'engagement comporte annexe(s) énumérées ci-après :

Le présent acte d'engagement, dont l'original est conservé par le maître d'ouvrage, est constitué de :

Indiquer, parmi les annexe(s) énumérée(s) ci-après, celles qui constituent le présent acte d'engagement

- ⇒ Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co- ou DC1
traitants
- ⇒ Déclarations du candidat ou DC2
- ⇒ ANNEXE n° ... : demandes de précisions ou compléments sur la ou OUV6
teneur des offres OUV7
- ⇒ ANNEXE n° ... : mise au point du marché ou OUV
11
- ⇒ ANNEXE(S) n°... à ... relative(s) à la présentation d'un sous-traitant ou DC4
- ⇒ ANNEXE n°1: règlement de consultation
- ⇒ ANNEXE n°2
- ⇒ Autres

	Oui	Non

A Arles, le

**Le représentant du pouvoir adjudicateur du
Parc naturel régional de Camargue,
Le Président :**

Hervé SCHIAVETTI

Notification du marché au titulaire

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché » :

A, le

Signature du titulaire

En cas d'envoi en Lettre recommandée avec accusé de réception :

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire

J'(Nous) affirme (affirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens (à mes torts exclusifs), que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des article 43 et 44 du Code des marchés publics (Décret N° 2006-975 du 1^{er} août 2006).

Je (Nous) certifie (certifions) sur l'honneur, et sous peine d'exclusion des marchés publics, que l'exécution des prestations ci-dessus mentionnées, sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L143-3, L143-5 et L620-3 du Code du travail (modifié par le décret N° 92.508 du 11.06.92).

Fait en un seul original,

A, le

(Mention manuscrite "Lu et approuvé")

Signature du candidat :

Nantissement ou cession de créance

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1 → La totalité du marché dont le montant est de : (indiquer le montant en chiffres et en lettres) – (à cocher si 1 seul attributaire).....
.....

2 → La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) - (à cocher sur l'exemplaire unique du titulaire, si des sous-traitants sont désignés au marché) :
.....
.....

3 → La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) - (à cocher sur l'exemplaire unique de chaque sous-traitant, si des sous-traitants sont désignés au marché) :
.....
.....

et devant être exécutée paren qualité :

membre d'un groupement d'entreprise

sous-traitant

A Arles , le
Signature

■ Modification(s) ultérieure(s) au contrat de sous-traitance
(A renseigner autant de fois que nécessaire)

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée (indiquer l'unité monétaire d'exécution du marché et le montant en lettres) à :
.....
.....
.....

Montant initial : - Ramené à :

Ou - Porté à :

A Arles , le
Signature

- ANNEXE N° A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE DESIGNÉ⁽¹⁾
(à cocher en cas de sous-traitance désigné au moment de la rédaction de l'offre)
- ACTE SPECIAL DEMANDANT L'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT ET L'AGREMENT DE SES CONDITIONS DE PAIEMENT
(à cocher en cas de présentation d'un sous-traitant après conclusion d'un marché)

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE²

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Pouvoir adjudicateur :

Désignation : **Parc naturel régional de Camargue**

Signataire du marché : Monsieur le **Président** du Syndicat Mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue

Adresse : **Mas du Pont de Rousty - 13200 ARLES**

Téléphone : **04 90 97 10 40** – Télécopieur : **04 90 97 12 07**

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics :
Monsieur le Président du Syndicat Mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue

Comptable public assignataire des paiements : Madame la Trésorière de Saint-Rémy-de-Provence

Le contractant :

Nom :

Prénom :

Qualité du signataire :

Société :

Adresse :

Référence de la délégation du signataire :

Nom et prénom du Directeur :

² Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi.

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

Objet du marché :

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux d'aménagement hydrauliques dans le cadre d'un programme européen LIFE+ mc-SALT

Le contractant :

Nom et Prénom:

Qualité du signataire :

Société :

Adresse :

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

Nom, raison ou dénomination sociale :

Adresse :

.....

.....

Téléphone : Télécopieur : Courriel :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

.....

.....

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

.....

.....

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

.....

.....

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 115 du code des marchés publics)* :

(Cocher la case correspondante.)

NON

OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

.....

.....

.....

■ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

▪ Taux de la TVA :

▪ Montant maximum HT :

▪ Montant maximum TTC :

■ **Modalités de variation des prix :**

G - Conditions de paiement.

■ **Compte à créditer :**

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

⇒ nom :	
⇒ sous le numéro :	
⇒ code banque :	
⇒ code guichet :	
⇒ clé :	
⇒ à :	

Mode de règlement : Par mandat administratif

■ **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

Le sous-traitant demande à bénéficiaire de l'avance. Il lui sera versé à ce titre la somme de :
..... € HT.

Le sous-traitant ne demande pas à bénéficiaire de l'avance.

En cas de demande de versement de l'avance, le bénéficiaire est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande à hauteur de 100 % du montant de l'avance forfaitaire.

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 44 du code des marchés publics et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A _____, le _____ A _____, le _____

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A, le
Le candidat ou le titulaire

A Arles, le
La personne publique